

Mathias Reynard veut des garanties concernant la provenance du pétrole en Suisse, afin d'exclure l'or noir de Daech.



Photos Haïdar Mohammed Ali/AFP, Laurent Crotzet

La Suisse peut contribuer à couper les vivres de l'EI

OR NOIR Jeudi, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité une résolution visant à tarir les sources de financement de l'Etat islamique. La bataille sur ce front se mène aussi en Suisse. Hier, le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS) a déposé un postulat ciblant plus spécifiquement les sociétés actives dans le négoce du pétrole, l'une des principales ressources du groupe terroriste. «Notre pays n'envoie évidemment pas de troupes en Syrie, mais il a quand même un rôle à jouer et une responsabilité dans la lutte contre Daech. Etant la plus grande place de négoce du pétrole du monde, il peut contribuer à lui couper les vivres», affirme-t-il.

Pour le socialiste, les informations parues dans «Le Matin Dimanche» – selon lesquelles plusieurs groupes helvétiques importent de l'or noir depuis le port de Ceyhan, en Turquie, pays soupçonné de jouer un double jeu vis-à-vis de Daech – sont inquiétantes. «Aucun expert ne peut assurer qu'il n'y a pas de pétrole de l'Etat islamique dans le pétrole kurde acheté là-bas. On ne peut pas se contenter de croire des sociétés comme Trafigura et Vitol sur parole quand elles affirment savoir d'où vient leur marchandise.» Il réclame donc au

Conseil fédéral une enquête retraçant la filière, ses nombreux intermédiaires et leurs procédures internes, afin de garantir que les entreprises suisses ne financent pas l'Etat islamique. Il veut aussi que la Suisse s'engage sur le plan international pour qu'un label voie le jour. Cette certification permettrait d'exclure l'or noir des organisations terroristes.

25%

C'est la part des ressources de Daech qui proviennent du pétrole selon des estimations d'experts.

«Peu probable»

De son côté, le Conseil fédéral estime que les règles qui s'appliquent déjà sur ce terrain suffisent. Il met en avant le devoir de diligence des entre-

prises. En mai dernier, en réponse à une interpellation sur le même sujet, le gouvernement avait affirmé avoir pris contact avec certains négociants en pétrole domiciliés en Suisse. «D'après eux, développait-il, il est improbable que l'EI puisse écouler de grandes quantités de pétrole sur le marché international.»

● CLÉA FAVRE

clea.favre@lematin.ch

« Notre pays a un rôle à jouer et une responsabilité dans la lutte contre Daech »

Mathias Reynard, conseiller national (PS/VS)

